

Taxes sur l'alcool : et si on faisait passer la santé avant le budget ?

Dans un article du 18 juillet 2023, *Les Échos* informent que le ministère des Finances envisage une hausse des taxes sur l'alcool qui « ne toucherait pas de la même façon tous les alcools. » Les professionnels de l'addictologie s'inquiètent que cette question ne soit abordée que sous l'angle budgétaire : l'alcool est à l'origine de 49 000 décès par an dans notre pays. L'État doit faire passer les questions de santé en priorité : plutôt qu'une hausse des taxes, la Fédération Addiction propose un prix minimum par unité d'alcool, quel que soit le type d'alcool, accompagné de mesure pour accompagner les publics dépendants.

L'alcool est une question de santé majeure dans notre pays : il est à l'origine de 49 000 morts par an. Jouer sur le prix est une stratégie qui peut être efficace pour réduire la consommation d'alcool et le nombre de décès. Mais la hausse des taxes sur l'alcool annoncée pour le budget 2024 ne semble être dictée que par des considérations budgétaires : les professionnels de l'addictologie s'inquiètent de voir une nouvelle fois la santé passer au second plan malgré l'urgence.

Plutôt qu'une hausse des taxes, la Fédération Addiction propose une stratégie de fixation par l'État d'un prix minimum par unité d'alcool accompagnée de mesures d'investissement pour l'accompagnement des personnes dépendantes et d'encadrement du marketing et de la commercialisation de l'alcool.

Le prix minimum par unité d'alcool : une stratégie efficace pour réduire la consommation et les maladies liées à l'alcool

L'idée que l'alcool rapporterait à l'État est une idée fautive pour peu que l'on regarde les chiffres en détail : les taxes sur l'alcool rapportent chaque année 3 milliards d'euros aux finances publiques... mais le coût des soins liés à l'alcool s'élève lui à 7,7 milliards¹.

Faire prévaloir la santé sur la logique budgétaire est donc une mesure de bon sens... non seulement pour éviter des maladies et des décès mais aussi pour les finances publiques !

La Fédération Addiction propose que l'État fixe pour chaque boisson alcoolisée vendue un prix minimum par unité d'alcool. Ce prix minimum serait lié à la quantité d'alcool contenue dans chaque boisson et non au type de boisson : une mesure logique car vin, bière ou liqueur, c'est le même éthanol qui représente un danger pour la santé.

Cette politique est mise en œuvre en Écosse depuis 2018 avec un prix minimum de 0,50 £ par unité d'alcool : elle a conduit à une baisse des ventes d'alcool de 3 % associée à une réduction de 13,4 % des décès et de 4,1 % des hospitalisations totalement attribuables à l'alcool. Ces baisses ont été plus fortes parmi les catégories les plus défavorisées sur le plan socio-économique².

Accompagner les personnes dépendantes, encadrer le marketing de l'alcool, mener de nouvelles campagnes de prévention

Mais si une politique sur les prix aura des impacts à l'échelle populationnelle, ce n'est pas nécessairement le cas sur les publics dépendants : le prix minimum doit ainsi nécessairement s'accompagner de mesures d'accompagnement des personnes en situation de dépendance. La Fédération Addiction renouvelle son souhait de voir le secteur de l'addictologie doté des moyens nécessaires pour assurer ses missions et accueillir toutes les personnes qui en ont besoin.

Par ailleurs, la France ne peut plus faire l'économie d'une remise en cause des règles de la commercialisation des boissons alcoolisées, trop souvent présentées comme inoffensives. La publicité doit être plus strictement encadrée et l'interdiction de la vente aux mineurs strictement appliquée.

Et enfin, la prévention doit retrouver toute sa place : à l'image de la campagne positive et efficace du Dry January, de nouvelles actions sont nécessaires. Alors que les événements sportifs sont encore très souvent associés à la consommation d'alcool, notre pays accueillera prochainement la coupe du monde de rugby et les Jeux olympiques et paralympiques. Des bars à eau dans les fan-zones aux actions d'information sur les risques de l'alcool et les accompagnements possibles : les idées ne manquent pas pour multiplier les interventions afin de sensibiliser les Français sur l'alcool !

¹ Chiffres 2010 tirés du *Le coût social des drogues en France*, OFDT, septembre 2015

² *Evaluating the impact of alcohol minimum unit pricing on deaths and hospitalisations in Scotland: a controlled interrupted time series study*, Grant M A Wyper, Daniel F Mackay, Catriona Fraser, Jim Lewsey, Mark Robinson, Clare Beeston, Lucie Giles, [thelancet.com](https://www.thelancet.com), 21 mars 2023

À propos de la **Fédération Addiction**

La Fédération Addiction est le premier réseau d'addictologie de France. Elle regroupe 190 associations, 850 établissements et services de santé, de prévention, de soins et de réduction des risques ainsi que 500 adhérents individuels, notamment médecins et pharmaciens de ville.

Contacts presse

Benjamin Tubiana-Rey
responsable plaidoyer et communication
b.tubiana-rey@federationaddiction.fr
06 15 62 81 08